

<https://www.pressegauche.org/Signes-religieux-refuser-les-interdictions-et-sortir-par-le-haut-de-ce-debat>



Signes religieux : refuser les interdictions et sortir par le haut de ce débat

- Politique québécoise - Politique -



Date de mise en ligne : mercredi 6 février 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Durant le Conseil national du mois de mars, deux options seront proposées aux délégué.e.s : l'option A, qui propose l'interdiction du port de signes religieux à certaines professions, et l'option B, qui propose qu'aucune restriction particulière ne s'applique au port de signes religieux.

Dénoncer nos propositions comme non-pragmatiques (c'est-à-dire irréalistes). Taxer nos positions d'extrémistes. Ce sont des arguments qu'on a l'habitude de trouver tournés contre QS dans les pages du Journal de Montréal par exemple. Il est donc un peu surprenant, et même regrettable, d'avoir vu ces dernières semaines des solidaires comme Pierre Mouterde ou Ruba Ghazal utiliser ce type d'attaques contre une option pourtant proposée par leur propre parti.

Tout d'abord rappelons-le : l'option B c'est, en substance, maintenir la situation actuelle, sans interdictions particulières de signes religieux. Vit-on aujourd'hui au Québec une "situation extrême" en ce qui a trait aux signes religieux ? Y a-t-il même un problème réel et concret que les interdictions résoudraient ? "Si c'était le cas, les tenant.e.s des interdictions n'auraient pas besoin de systématiquement faire appel à toutes sortes de cas hypothétiques, situations imaginaires et considérations purement théoriques pour justifier leur position..."

Écartons d'emblée la position du "collectif laïcité" qui prône une interdiction mur à mur dans la fonction publique : elle ne respecte pas notre programme et ne figurera donc pas dans les options proposées aux délégué.e.s fin mars.

Si l'on s'en tient à l'angle politique de l'enjeu, il apparaît clairement que l'option B est le choix stratégiquement gagnant pour Québec solidaire.

Tout d'abord, il est aisé de voir que les listes de professions interdites ne suffisent jamais : à celles préconisées par l'option A, nos adversaires veulent ajouter soit les enseignant.e.s, soit les employé.e.s de garderies, ou encore les directeurs.ices d'école. Choisir l'option A c'est donc leur fournir un véritable marchepied pour toujours « aller plus loin ». Adopter l'option A ne « réglera » donc rien du tout, bien au contraire : elle légitimera l'existence même d'interdictions de ce type... Et les démagogues n'auront plus qu'à rafler la mise pendant que nous nous evertuerons à tenter d'expliquer les subtiles nuances entre "pouvoir coercitif" et "position d'autorité"...

Et puis, les débuts de la CAQ dans ce dossier montrent clairement le borbier législatif et réglementaire qu'elle se prépare à elle-même. Nous n'avons rien à gagner à nous laisser entraîner dans la débâcle qui s'annonce. Rappelons que nous n'avons fait aucun gain tangible en 2013 en adoptant la liste d'interdictions BT : ce qui prouve la faiblesse de l'argument sondagier prétendant que nous rejoindrions "une majorité" en adoptant l'option A. "Majorité" qui d'ailleurs s'effrite fortement lorsqu'on regarde du côté des jeunes ou dès que l'on parle d'enfreindre la Charte des droits et libertés.

Enfin, dans ce type de débats, la dérive est systématique et ce sont toujours les québécoises musulmanes portant le foulard qui sont finalement visées. Or nos principes l'établissent clairement : la lutte contre le racisme est une priorité pour le parti. Nous avons reconnu l'existence d'un racisme de nature systémique et soutenu la création d'une commission pour se pencher sur ce phénomène.

Loin d'être une « posture moralisatrice », l'antiracisme est donc pour Québec solidaire une véritable lutte politique, au même titre que les luttes féministes ou LGBTQ. Et cette lutte est essentielle au rassemblement d'une coalition

Signes religieux : refuser les interdictions et sortir par le haut de ce débat

populaire diverse et unie, seule capable de briser l'emprise que le néolibéralisme maintient sur notre société depuis trop longtemps. Pour y parvenir, le clivage avec nos adversaires identitaires doit être franc et sans équivoque.

Seule l'option B va nous permettre de nous positionner clairement comme les défenseurs des véritables « valeurs communes » de notre société, celles qu'incarnent nos principes : féminisme, pluralisme, ouverture et égalité de tout.e.s. Ne passons pas à côté de cette opportunité !